

H 14517 (2)
Donné par G. Brionet.

LA PLATA ET LE BRÉSIL.

OBSERVATIONS

SUR

LE DISCOURS DE M. THIERS,

PRONONCÉ

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

À L'OCCASION DE LA QUESTION DU RIO DE LA PLATA, DANS
LES DÉBATS DE FÉVRIER DERNIER SUR LE TRAITÉ
"LE PRÉDOUR,"

OU,

R É P O N S E

DE LA PART DES RÉPUBLIQUES DU RIO
DE LA PLATA, ET CELLE DU BRÉSIL,

AUX

PROJETS DE PROTECTORAT, COLONISATION, ET CONQUÊTE,
DEVELOPPÉS DANS LE DIT DISCOURS, À L' ÉGARD
DU CONTINENT AMÉRICAIN, DANS LA VUE DE
DOMINER OU EXCLURE LE COMMERCE DE LA
GRANDE-BRETAGNE, ET DES ÉTATS
UNIS, DANS CES CONTRÉES.

LE CHRISTOBAL COLON, REDIVIVUS.

LONDON:

A. F. GRIFFITH, 8, BAKER STREET,

PORTMAN SQUARE.

1850.

BRÉSIL.

INTRODUCTION.

Nous sommes convaincus de l'importance de la publication que nous entreprenons, quoiqu'elle ne soit uniquement consacrée qu'à réfuter le discours d'un seul orateur de l'Assemblée Nationale de France, à l'occasion de la discussion sur les crédits supplémentaires de Montévidéo, discussion dans laquelle on s'est étendu longuement sur les relations entre la France et les Etats de la Plata, ainsi que sur la convention conclue par l'amiral Le Prédour avec le gouvernement de la République de l'Uruguay.

Nous avons choisi de préférence le discours de M. Thiers, en raison de la haute réputation de ce représentant, de son influence parlementaire, du rôle qu'il a joué depuis l'origine de ce débat, et de ses étroites relations avec les agents de Montévidéo. Outre cela, parce que la philippique de M. Thiers résume tous les griefs

invoqués par les partisans de la guerre contre la Confédération Argentine, au dedans comme au dehors de l'Assemblée Législative.

Dans la mémorable question qui nous occupe, les passions se sont déchaînées avec violence, et la raison s'est totalement éclipsée. Injustice atroce, ignorance inqualifiable envers les hommes et les choses de ces divers Etats, voilà ce qu'ont fastueusement étalé les législateurs de la France : et ce n'est pas un des phénomènes les moins curieux de cette République, qu'après avoir comprimé chez elle les tendances belliqueuses pour une intervention armée en faveur de quelques nations Européennes, elle prétende aller faire flotter à trois mille lieues, le drapeau tricolore, assez battu déjà par le *Pampeiro*.

Que les Etats d'Amérique assistent avec une solennelle anxiété au grand drame du Rio de la Plata, et qu'ils sympathisent avec les principes héroïquement défendus par leurs glorieuses sœurs, les Républiques Argentine et Orientale, c'est une incontestable vérité, qui devrait éclairer ces esprits machiavéliques encore imbus de ce principe suranné : qu'il faut nous diviser pour nous dominer ; mais les perfides agents de cette vieille routine s'abusent étrangement.

Des exemples patents aux yeux impartiaux, devraient pourtant avertir les Puissances Européennes qu'aux jours de gloire et de péril, les Républiques Américaines du Sud ressèrrent avec une sainte émulation leurs liens fraternels.

Mais nous touchons ici une corde palpitante pour la valeureuse nation Brésilienne. Voisine du théâtre

fameux de l'intervention étrangère, ses plus chers intérêts ne peuvent qu'être compromis. Nous espérons une solution pacifique à la nouvelle mission dont Louis-Napoléon vient de charger l'amiral Le Prédour : cependant si le Rio de la Plata devait être encore témoin de nouveaux orages ; si les vains songes de colonisation ou de conquête s'obstinaient à troubler le cerveau de M. Thiers et de ses adeptes, le Brésil demeurerait-t-il spectateur impassible devant cet inique et sanglant holocauste ? Pourrait-il se renfermer dans une impossible neutralité ?

Nous ne le supposons pas ; car le bon sens public, phare brillant des gouvernements libres, lui montrerait l'erreur et le danger de son impassibilité dans une résistance nécessaire, en préférant les alliances aussi injustes qu'inégales de nations lointaines, à celles des Etats limitrophes de son naissant Empire. Le Brésil ne peut séparer son existence et sa destinée politique des Républiques du vaste hémisphère dont il occupe le centre.

Si l'honneur et les principes d'une saine politique nous obligent à repousser toute influence étrangère qui tendrait à se fixer et à s'étendre sur notre Continent, nous avons la ferme conviction que le gouvernement Impérial comprendra sa mission, en prenant dans la crise actuelle un rôle urgent et digne de lui.

Les efforts des agents de Montévidéo sont parvenus à jeter sur la Banda Oriental de la Plata quelques centaines d'aventuriers repoussés récemment par toute l'Europe et qui viennent camper dans le Nouveau-Monde : *croisade* que, par une mordante ironie, on désigne

sous le nom de *socialiste*. Sa mission en corrompant le cœur, l'intelligence, anéantit les espérances immortelles de l'homme et détruit les liens qui le rattachent au ciel, à la patrie, à la famille.

Le Brésil ne doit-il pas éloigner de son sein l'influence de cette sinistre constellation ?

Le moyen lui est indiqué par les circonstances, par l'opinion nationale, et par les traités qui consacrent les droits et les devoirs de cet Empire envers la République de l'Uruguay.

LES EDITEURS.

OBSERVATIONS

SUR LE DISCOURS PRONONCÉ

PAR

M. THIERS.

DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

RELATIVEMENT A LA QUESTION

DE LA PLATA.

EN publiant la séance de l'Assemblée Nationale dans laquelle M. Thiers a pris la parole, relativement aux affaires du Rio de la Plata, le *Correio Mercantil* a rendu un véritable service au public et à la cause Américaine.

Membre du Cabinet lorsque la France, sous le gouvernement de l'ex-roi Louis-Philippe, bloqua pour la première fois, en 1838, les rives de la Plata; apologiste officiel de la convention conclue, en 1840, avec la Confédération Argentine, par le vice-amiral Mackau, chargé de cette mission par M. Thiers lui-même,—convention qui rétablissait la bonne intelligence entre cet Etat et la France, M. Thiers montait à la tribune entouré du prestige de son nom et des antécédents les plus favorables pour donner plus de poids et de valeur à son opinion, sur une question à l'égard de laquelle on le considérait justement comme pourvu des renseignements les plus exacts.

Ses assertions devaient donc naturellement inspirer une confiance absolue à ceux des membres de l'Assemblée qui n'ayant pas suivi les événements de la Plata et privés d'informations directes, se jugeaient consciencieusement autorisés à faire fonds

sur le discours de l'homme d'état: M. Thiers, en montant à la tribune, prenait l'obligation, sous sa responsabilité, d'éclairer l'Assemblée, d'éclairer la France entière, de sorte qu'en adoptant ses vues on pouvait croire ne suivre que des principes de loyauté, d'équité et de convenance nationale.

Telle sera sans doute la conduite d'un représentant le la France avide de célébrité et fidèle interprète des intérêts de son pays; d'un homme d'état dominé par le seul amour de sa propre dignité et de la gloire de la France; c'est ainsi que, répondant à la confiance de ses collègues, il acquièrera sur eux une autorité incontestable, dominera leurs convictions et entraînera leurs votes.

Examinons donc quelle est la conduite de M. Thiers dans cette mission de confiance: il combat les vues pacifiques de la France, et prend à cœur de l'entraîner dans une guerre immorale, injuste, et par conséquent déshonorante. Voici du reste l'analyse rapide de son discours: le public jugera.

M. Thiers proteste d'abord de son *ministerialisme*, afin d'éloigner tout soupçon d'une opposition systématique où sa conscience cède à des antipathies politiques. En prenant acte de cette déclaration, on sait en France ce qu'elle peut valoir dans la bouche d'un homme qui, dans sa fatuité méprise quiconque n'adopte pas ses inspirations. Nous n'insisterons pas sur cette insinuation de l'orateur; nous avons assez à noter dans le reste de son discours.

Nous respectons la nation française comme un centre de lumières et de patriotisme, et nous reconnaissons volontiers dans ses représentants à l'Assemblée Législative l'esprit et l'énergie du peuple qui les y a appelés: toutefois, quand nous entendons M. Thiers protester de ses tendances pacifiques, au milieu de l'Assemblée silencieuse, nous ne savons qu'en penser.

M. Thiers a osé dire à la tribune: *J'ai toujours été, en toute occasion, sincère apologiste de la paix. J'ai toujours été convaincu que la France, pour le bien du monde, devait diriger la politique*

dans les sens de la paix. Et les représentants de la France ont pu entendre sans étonnement une assertion démentie par la France elle-même, par l'Europe entière qui, sous l'administration de ce même orateur, s'est trouvée sur le point d'être entraînée à une guerre continentale, de cet homme que l'Angleterre n'eut pu voir un mois de plus faire partie du cabinet de Louis-Philippe, sans prendre les armes !

Comme conséquence de cette mensongère affirmation, M. Thiers arrive à la question de la Plata, et, pour établir la nécessité d'une guerre, il dispose en première ligne de cet argument : *Avez-vous pour faire la guerre au Maroc les motifs que vous avez à l'égard de Rosas ? Le Maroc en effet avait fourni des secours à Abd-el-Kader ; mais Rosas a fait bien pire : il a foulé aux pieds les droits les plus sacrés : il a passé des Français au fil de l'épée.*

Qui pourrait s'attendre à voir un homme d'état, placé à la tête d'une société éclairée, adopter aveuglement les contes les plus ridicules, et mentir à la face de son pays au point de lui signaler comme un motif de guerre cette accusation aussi fausse qu'horrible contre le gouvernement Argentin ? Personne. Quels sont ces Français que, sans les nommer, il désigne comme *passés au fil de l'épée* ? Quel est ce crime que, durant un blocus et une intervention armée de six années, ni un amiral, ni un diplomate français n'ont jamais allégué contre le général Rosas ? Était-il réservé à M. Thiers seul, de découvrir ce qui avait échappé aux agents français les plus hostiles ?

Comment définir la situation de celui qui, abusant de la confiance de ses concitoyens, prétend, à l'aide du paradoxe et de la calomnie, leur suggérer une politique de vengeance aveugle ? Et, sans s'inquiéter davantage, sans indiquer d'autres motifs que celui que nous venons de citer, M. Thiers conclut que *(de la part de la France), le droit de déclarer la guerre à la Confédération Argentine est tellement incontestable, qu'il n'y a pas gouvernement qui se respecte qui puisse y contredire.*

Ce qui nous semble absolument incontestable, c'est qu'un

homme public qui se respecte si peu et qui se fait l'organe et le missionnaire d'un mensonge pour séduire une assemblée, se dégrade à la face de l'Europe, discrédite sa parole, et se rend indigne d'une confiance qui ne s'accorde légitimement qu'au citoyen juste et honorable.

Nous n'avons besoin ni de cacher, ni de dénaturer les faits, et nous déclarons, avec la plus grande sincérité, qu'un seul français a été la victime à Buenos-Ayres, en 1840, d'un déplorable assassinat : mais nous devons ajouter que tous les renseignements recueillis par le gouvernement sur la nationalité de la malheureuse victime, ont établi qu'il était Espagnol naturalisé Argentin. Ce crime a été commis dans le moment de la plus grande effervescence soulevée à l'occasion de l'injuste blocus par la flotte française, et à la veille de la Convention Mackau (novembre 1840) qui mit heureusement un terme à cette triste situation.

L'Amiral fit, relativement à ce fait, les recherches les plus actives, et, avec l'aide des autorités Argentines, on put constater un crime déplorable quoique commun, à de pareilles époques. Dans cette affaire, le gouvernement Argentin n'avait d'autre obligation que de faire poursuivre les auteurs du crime.

Nous défions M. Thiers, les agens français au Rio de la Plata et l'Assemblée, de produire aucune preuve en dehors du fait que nous citons, relativement à ces français *passés au fil de l'épée*, motif de guerre invoqué par M. Thiers ! Et quelle preuve en effet pourrait-il fournir, lui qui, étant au ministère lorsqu'eût lieu le crime indiqué ci-dessus, ne porta aucune plainte ou réclamation à ce sujet, et bien au contraire, s'empressa d'applaudir au traité pacifique conclu par l'amiral depuis cet assassinat !

Mais ce n'était pas encore assez pour M. Thiers d'avoir imaginé cette catastrophe. Il s'est en outre étendu sur la décadence maritime de la France, *sur les insultes faites à son commerce, à ses nationaux, même aussi à sa loyauté* dans la Plata,

s'offrant à le prouver; mais se gardant bien d'accomplir sa promesse: il blâme le système qui accorde aux Anglais et aux Américains l'avantage dans le commerce du cabotage et du long cours: et tout ce discours, dans quel but? Pour faire savoir à la France que *son unique espérance se trouve placée dans l'Amérique du Sud?* Et comment? Ecoutez M. Thiers:

Il y a dans l'Amérique du Sud, une nation dont le progrès est si rapide qu'il surpasse celui de l'Amérique du Nord. Dans le Nord, l'augmentation de la population est du double en douze ans. Heureux du succès de nos voisins nous applaudirions à ce tableau si nous y trouvions un seul mot de vrai: l'orateur se réfère, comme on le voit, à l'état florissant de la République Orientale; mais nous pouvons nier son assertion, nous en rapportant au témoignage de quiconque a visité cette République, et nous ne voyons dans ce tableau qu'un nouveau roman forgé à dessein par l'orateur pour mystifier la crédulité de ses collègues.

Mais quelles sont les qualités de ce peuple qui croît avec cette rapidité et que M. Thiers veut aller exploiter pour guérir la plaie qu'il a découverte dans le commerce et dans l'industrie française? Ecoutons:

Nous avons à traiter avec un peuple qui réunit à l'orgueil des Espagnols, à cet orgueil que montrait l'Espagne il y a dix siècles, le caractère sauvage du pays qu'il habite: qui conserve le caractère des Espagnols des siècles passés augmenté encore par la distance. Et le moyen proposé par l'homme d'état français pour traiter avec ce peuple, pour développer son commerce chez ce peuple, pour y répandre la civilisation et *s'y faire respecter.....* c'est de lui apporter la guerre!

N'est-ce pas le comble de l'absurdité?... M. Thiers pense-t-il qu'on pourrait impunément frapper une nation à laquelle il accorde l'énergie et l'orgueil? Ne devrait-il pas plutôt prévoir une résistance opiniâtre de la part d'un peuple qui préférerait se voir anéantir, à se soumettre à l'insolente domination de l'étranger? Soit. M. Thiers propose à l'Assemblée, comme un plan sublime, de détruire cette même nation dont les rela-

tions sont indispensables à la France pour donner l'essor à son commerce et réparer ses pertes.

Nous chercherions inutilement dans tout le discours de M. Thiers un seul fait prouvé, à l'appui de ses accusations contre les gouvernements du Rio de la Plata, ou une seule raison qui légitimât son plan destructeur pour cette partie de l'Amérique; toutefois, M. Thiers conclut avec un sang-froid admirable : *qu'ayant prouvé que des français ont été égorgés, dépouillés, de leurs biens et propriétés, la guerre en est la conséquence.*

Défenseur enthousiaste de l'intervention française dans les affaires de l'Amérique, M. Thiers s'est lui-même oublié, et a traité la question actuelle avec des vues tellement fausses, qu'il semble avoir eu pour but de confirmer une opinion déjà tant de fois reproduite à la tribune et par la presse qui lui refuse les honneurs d'un véritable homme d'état.

L'Angleterre s'est émue, continue M. Thiers, au rapport des horreurs commises contre des français, dont quelques uns même ont été égorgés, horreurs dont elle-même fut témoin. On leur extorquait, sur le territoire Argentin, des sommes qui ne leur ont jamais été rendues; et à Montévidéo ce fut bien pire encore. Tout le monde sait cela; personne ne le peut contester.

Plus loin nous opposerons à la narration fabuleuse de l'orateur les faits dont l'Angleterre a été témoin: nous demanderons ici à quiconque a la moindre connaissance géographique du Rio de la Plata et de la guerre actuelle, quelle confiance on peut accorder à celui qui, en dénonçant ces exactions et pour aggraver ses accusations contre le gouvernement de Buenos-Ayres, lui impute des extorsions commises à Montévidéo?

Ignore-t-on que depuis 1838, le foyer de l'influence française dans la Plata est à Montévidéo: que c'est là que résident les soutiens de la politique française et qu'une autorité occulte, vendue à la France, la sert de son organe méprisable? M. Thiers l'ignore: M. Thiers qui a désigné, du haut de la tribune, ce gouvernement comme une *créature de la France*, M. Thiers qui n'a pas hésité à donner le titre de *Colonie*

française à Montévidéo, défendue depuis 1843, par une garnison française: et M. Thiers a osé imputer au général Rosas les extortions exercées à Montévidéo contre les Français!!

Nous ne nous souvenons pas d'une seule occasion où, dans la carrière parlementaire du publiciste français, il ait donné de lui une aussi triste idée que dans la malheureuse séance où il s'est mis à parler de la Plata. Des contes phantastiques, là où on ne demande que des faits, ne peuvent servir qu'à déprécier le talent et le caractère de celui qui les articule: c'est à cette classe d'imaginations qu'appartient la ridicule dénonciation de M. Thiers dans ce fameux discours où il avance que *la population française s'est transportée à Montévidéo et non à Buenos-Ayres, parceque les environs de cette ville sont ravagés par les Pampas qui causent tant de désastres.*

Les nationaux de la Plata auront peine à croire à une telle mystification de la part d'un historien contemporain, de la part d'un ancien ministre des affaires étrangères de France. Les *Pampas* aux environs de Buenos-Ayres, qui embarrassent le commerce français et obligent les Français à se transporter à Montévidéo!! C'est M. Thiers qui le dit à la face de l'Europe! Il n'y a pas lieu sans doute d'envier le rôle d'un homme public, qui se place volontairement entre le discrédit inséparable de l'oubli de toute probité politique, et le châtement dû à une ignorance réelle ou simulée d'un objet qu'il se plaît à discuter sérieusement.

Mais M. Thiers ne tarde pas à mettre à nu l'échafaudage de sa politique: il nous inspirerait plus de respect si, au lieu de mettre en œuvre pour soulever les passions de l'Assemblée, des sophismes d'aussi mauvais goût, il eut renfermé sa pensée dans la formule suivante:

Nous avons grand intérêt à voir Montévidéo indépendant de Rosas? Pourquoi avons-nous entraîné Montévidéo à une guerre extérieure? C'est parce que nous ne pouvions entrer dans la Plata, sans occuper Montévidéo: nous ne pourrions nous y faire respecter tant que l'entrée du fleuve ne sera pas franchie.

Ces mots nous eussent suffi pour donner à la fois notre approbation à la juste résistance des Républiques de la Plata, et pour abandonner l'opinion que le malheureux discours de l'homme d'Etat nous a fait concevoir de sa moralité et de son talent. Il lui est échappé un aveu qui fait peser sur la France une responsabilité historique à laquelle elle aura bien de la peine à se soustraire sans dommage.

Nous avons entraîné Montévidéo à une guerre extérieure, comme le déclare M. Thiers.

Oui : vous êtes les seuls auteurs des malheurs qui pèsent sur les Républiques du Rio de la Plata. C'est vous qui avez soudoyé les échappés de vos bagnes pour subjuguier des nations qui résistaient à votre influence : c'est vous qui avez, à l'aide de la séduction et de l'or, démoralisé des nations de mœurs honnêtes ; qui avez ravagé leur pays par le feu, comme *Paisandú* et la *Colonia*, quand ils opposaient leur héroïsme à vos injustes attaques. *Oui, vous l'avez entraînée à une guerre extérieure.* C'est la seule phrase de son discours où M. Thiers avance une vérité incontestable.

Et ces insinuations à la guerre, ces intrigues machiavéliques pour l'échauffer, quelle nécessité peut les excuser ? Quels avantages en espérez-vous ? M. Thiers se charge de nous l'expliquer. *C'est, dit-il, parce que les Français ne peuvent entrer dans la Plata sans occuper Montévidéo, et que nous ne pourrions nous y faire respecter que quand l'entrée du fleuve sera franchie.*

Quand on abuse de la docilité d'une Assemblée, quand on veut surprendre sa bonne-foi en abusant de l'autorité d'un faux oracle pour enchaîner la France à une politique sombre et passionnée, il faut s'attendre à encourir l'anathème de l'opinion publique.

Anglais, Américains du Nord, Brésiliens, Danois, Espagnols, des bâtimens de toute provenance et de toutes nations, alliés ou neutres, sillonnent le Rio de la Plata et vont mouiller devant Buenos-Ayres ou Montévidéo, suivant leurs intérêts commerciaux. Personne ne rencontre aucun obstacle à son

entrée dans le fleuve qui s'ouvre par une embouchure de quarante lieues de large. La navigation y est aussi libre que sur l'Océan. Seuls, les Français, suivant M. Thiers, *ne peuvent y entrer sans s'être rendus maîtres de Montévidéo, et sans qu'on leur accorde la libre entrée de rivières qui arrosent un territoire fertile.*

Cette fureur de conquête; cette insolente prétention de médiatiser le Rio de la Plata sous le protectorat de la France: ce songe doré d'une ambition démesurée qui prétend s'approprier les artères vitales de l'Amérique: tout cela, depuis 1838, le gouvernement Argentin l'a bien compris, et à vos dépens. Et M. Thiers vient après cela, pour décharger sa colère, donner au général Rosas le titre de *barbare*, parce que, fidèle à son devoir, il a défendu la patrie contre l'ambition d'une nation étrangère, et parce que, suivant l'expression du député Daru, *il savait toujours tirer le meilleur parti des négociations en faveur de sa cause.*

M. Thiers ne saurait avoir la prétention de connaître mieux les affaires de la Plata que d'illustres agents de l'Angleterre et de la France personnellement témoins des événements, et qui ont pu observer et apprécier sur les lieux mêmes les personnes dont M. Thiers s'est toujours trouvé bien éloigné.

M. de Mandeville, représentant de la Grande-Bretagne et le capitaine de vaisseau de la même nation, M. Hotham, en quittant Buenos-Ayres, l'un pour se rendre en Europe, l'autre pour aller entreprendre, d'accord avec la France, le blocus de la Plata, déclarèrent au général Rosas *que leurs compatriotes avaient joui constamment, sous son administration, des garanties les plus complètes.*

Un agent de la France, près de ce même gouvernement, a donné un démenti solennel au ministre français qui a essayé de justifier le blocus en imputant au gouvernement Argentin des vexations contre des sujets français: vexations qui jamais n'ont eu lieu, et ce démenti fut appuyé du suffrage des représentants diplomatiques de puissances neutres; enfin, l'honorable M. de

Mareuil, dernier Chargé d'Affaires de France à Buenos-Ayres, appelé par le Président de la République Française à rendre compte de la conduite du gouvernement Argentin et à exposer les vrais intérêts de la Plata, combat avec fermeté les vues de son gouvernement: nous citerons un fragment du mémoire où il expose loyalement la situation :

“ Pour affermir la paix extérieure dans ces Républiques (du
 “ Rio de la Plata), pour en recueillir les fruits, il leur faut un
 “ gouvernement stable, régulier, aussi disposé à protéger les
 “ étrangers que les nationaux. Un gouvernement de cette
 “ nature existe à Buenos-Ayres; le gouvernement du général
 “ Rosas réunit tous ces caractères. Il est stable: les épreuves
 “ par lesquelles il a passé y a quatre ans, le démontrent assez:
 “ en outre, proclamé par les masses, il conserve leur adhésion
 “ absolue

“ Il est régulier: émanant d'une seule volonté que la nature
 “ a faite l'une des moins variables du monde, il est générale-
 “ ment et partout obéi. Il protège également les étrangers et
 “ les nationaux: ce que démontre l'existence à Buenos-Ayres
 “ de 5,000 Français que j'y ai laissés, il y a quatre ans, exerçant
 “ librement diverses industries:—et cela malgré tant d'actes
 “ hostiles, tant d'attaques personnelles de notre part, et malgré
 “ (qu'il me soit permis de le dire) tant d'injures et de calom-
 “ nies, répandues chaque jour et accueillies chez nous.”

L'Angleterre s'est associée à cette intervention qu'il est impossible de justifier, soit par imprévoyance, soit, ce qui est plus probable, par suite d'informations trompeuses de la part de ses agents: mais avertie de son erreur et de ses conséquences par de fidèles interprètes de la vérité, elle n'a pas hésité à la reconnaître et à abandonner une lutte qui la déshonorait. Alors, le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne à Buenos-Ayres, prévoyant les malheurs qui pourraient arriver si le général Rosas abandonnait le pouvoir, chûte que provoque M. Thiers, publie dans un document authentique ces paroles remarquables:

“ Dans une occasion aussi solennelle que l’occasion présente, il ne saurait y avoir divergence d’opinion relativement à ce point: que si le gouverneur Rosas abandonnait la direction des affaires de la République Argentine, ce serait en toutes circonstances, mais particulièrement dans les conjonctures actuelles, le plus grand malheur qui pût lui arriver.

“ Ce malheur ne toucherait personne plus profondément et plus douloureusement que les nombreux étrangers résidant à Buenos-Ayres, qui doivent la plus grande reconnaissance à S. Exc. le général Rosas *sous l’administration éclairée duquel ils ont prospéré, et dont ils ont lieu d’attendre encore d’autres et de plus grands bienfaits, et qui, en toutes circonstances si difficiles qu’elles fussent, s’est montré le zélé protecteur de leurs droits, de leurs intérêts et de leurs personnes, les mettant à l’abri, à une époque d’excitation populaire et de ressentiment national, de toute crainte, de toutes insultes, et de toutes vexations.*”

Lord Howden, dans le parlement d’Angleterre, a proclamé, d’une manière également considérable, la sollicitude protectrice du gouvernement du général Rosas envers *les étrangers et leur commerce*, auxquels il s’est toujours montré aussi disposé que possible à accorder toutes les garanties de stabilité et de moralité.

Les négociants et fabricants de Paris, Lyon, Bordeaux, Montpellier, Cette, le Havre, Bayonne et la Ciotat, s’exprimaient dans un manifeste adressé à l’Assemblée, le 20 novembre:

“ Les capitaines de bâtiments français et les négociants déclarent unanimement qu’ils ont reçu le meilleur accueil du gouvernement de Buenos-Ayres: ils ont reconnu, en outre, que la plus parfaite sécurité, on peut dire même la plus généreuse protection y est garantie, depuis la levée du blocus, à nos compatriotes établis à Buenos-Ayres, dont les émigrations importantes, sorties de Montévidéo, vont chaque jour augmenter le nombre, malgré les entraves que le gouvernement Oriental oppose à leur départ.

“ Nous supplions l’Assemblée Nationale Législative de se
 “ mettre en garde contre les assertions des partisans de l’inter-
 “ vention, qui représentent la guerre comme le seul moyen de
 “ terminer la question, et ont soin de dissimuler les difficultés,
 “ sachant bien qu’une fois engagé dans dans cette voie, il
 “ deviendrait impossible au gouvernement de retourner en
 “ arrière. Ils chercheront sans doute à cacher le but de leurs
 “ intrigues, qui tendent à prolonger la durée de la guerre,
 “ même au prix d’énormes sacrifices de la part de la France,
 “ dans l’espoir d’atteindre un résultat douteux, et eux seuls
 “ tireront avantage en continuant d’exploiter la douane de
 “ Montévidéo.”

A ce suffrage des personnes les mieux informées des affaires de la Plata, se sont associés les négociants de Paris et du Havre qui font le commerce d’exportation ou d’importation, les compagnies d’assurances maritimes et côtières, les négociants qui envoient ou reçoivent en consignation les soieries de Lyon, les banquiers, les négociants de Montpellier, Cette, Bayonne et la Ciotat qui expédient ou chargent des marchandises dans la Plata. La chambre de commerce de Bordeaux, dans un important manifeste adressé à ses membres, le 23 octobre 1839 faisait entre autres déclarations les observations suivantes :

“ Les relations commerciales entre la France et la Répu-
 “ blique Argentine ont repris subitement un développement
 “ extraordinaire. La population française qu’on s’obstine à
 “ représenter comme attachée au territoire Oriental, s’est bien-
 “ tôt désabusée, et c’est à Buenos-Ayres qu’elle est allée porter
 “ son industrie et ses capitaux, donnant ainsi le plus formel
 “ démenti à cette assertion sans cesse reproduite, que nos
 “ nationaux réclament de la mère-patrie une protection effi-
 “ cace contre les vexations d’un gouvernement dont ils sont
 “ allés volontairement réclamer l’hospitalité.”

Nos réflexions ne pourraient ajouter aucun poids aux auto-
 rités que nous venons d’invoquer. Mais en considérant sans

partialité la fable imaginée avec passion par M. Thiers et ses co-religionnaires; en la comparant au témoignage de ceux que ne traitent des événements qu'après les avoir suivis et étudiés successivement, et ne se prononcent, à leur égard, qu'avec une connaissance exacte du théâtre où ils se sont déroulés et de toutes leurs circonstances: en comparant les observations d'hommes honorables et de juges plus compétents que M. Thiers, aux discours des députés qui montent à la tribune sous la seule inspiration des libelles périodiques dirigés contre le gouvernement du Rio de la Plata par des intrigants mercenaires, ou pourvus uniquement de mémoires officiels rédigés par des agents qui, honteux de n'avoir pu compromettre le gouvernement Argentin, le calomnient pour justifier leur défaite: on verra clairement que ces vagues déclamations que M. Thiers ne rougit pas d'adopter, ne sont que des mensonges colorés de patriotisme, ou l'effet d'un zèle extravagant servi par de tristes illusions ou dirigé par des détracteurs systématiques sans nom et sans avenir.

M. Thiers ne s'est pas contenté des mystifications que nous venons de lui reprocher, les preuves à la main: il s'érige en défenseur chevaleresque du Brésil qu'il suppose *menacé d'une révolte de noirs*, menacé par la chute de Montévidéo, et il déplore la perte du Paraguay, invoquant la *protection de la France*, pour porter remède à ces malheurs. Nous citerons les paroles mêmes de l'orateur, afin que les Brésiliens eux-mêmes puissent reconnaître la justesse de notre réfutation:

“ Les habitants du Brésil se divisent en deux classes : ceux qui ont les usages de l'Europe, et ceux qui ont conservé les mœurs des anciens habitants de l'Amérique : aussi existe-t-il entre ces deux grandes fractions de la population une lutte profonde. Le Brésil a lieu, en outre, de redouter l'insurrection de plus de quatre millions d'esclaves, n'ayant d'espoir, contre tous les pièges qui l'environnent, que dans l'appui de la France.”

De sorte que, suivant M. Thiers, nous sommes, nous, Brésiliens, engagés dans une guerre cruelle avec les Caboucles

(Indiens de l'intérieur du Brésil), puisque ce sont les seuls anciens habitants du Brésil qui aient conservé les mœurs primitives, et nous sommes à la veille d'un *soulèvement* de noirs dont la France seule peut nous garantir !? Nous ne saurions qualifier de telles absurdités sans franchir les bornes que les convenances nous imposent ; mais nous sommes bien convaincus qu'elles inspireront à tout Brésilien un profond mépris ou une juste indignation : tel est en effet le sentiment que provoque la folle présomption d'un homme qui, insultant le Brésil sous le masque d'une bienveillance hypocrite, nous menace de cette *tutelle de la France*, trop bien connue par ses effets dans la Plata pour que nous ne nous empressions pas de la repousser comme le plus grand fléau de l'Empire.

Nous ne pouvons étendre plus loin l'analyse du discours de M. Thiers, dont nous ne nous sommes occupés avec plus d'attention que de ceux d'autres orateurs français, qu'en raison de l'importance que peuvent avoir les assertions d'une notabilité parlementaire et en vue des moyens indignes qu'il a mis en œuvre pour faire triompher une cause impie.

Mais nous présentons à l'Amérique, en exposant la conduite de ce célèbre homme d'état Européen, une nouvelle démonstration de ce qu'on doit attendre de ceux qui, sur l'autre rive de l'Océan, ne se feraient pas scrupule de la faire servir à leur ambition et à leur orgueil.

Les débats de l'Assemblée relativement aux affaires de la Plata, sont de nature à servir d'enseignement à toutes les nations du Nouveau-Monde Absurdités, pièges, insultes, calculs fantastiques, la majorité de l'Assemblée nationale Française a tout accueilli sans examen, sans scrupule et sans discernement !! Dix mille Français, par exemple, existaient à Montévidéo, industrieux et riches . . . et l'Assemblée entière applaudit avec enthousiasme ! . . . La fortune de ces Français s'élève à *quatre cents millions de francs*, et tout cela se résout en exclamations de bien aise ! . . . Le général Rosas excite des *soulèvements de noirs* dans les provinces du nord du Brésil, et

on se répond en chœur que tout cela est exact ! Le général Oribe fait égorger trente-cinq Français, et le souvenir de cette hécatombe excite un profond sentiment de douleur . . . ! Enfin tout cela est un tissu de fictions, de pièges, par lequel le plus simple des habitants de ces pays ne se laisserait pas abuser. Triste spectacle que celui d'une Assemblée qui se flatte d'être grande et éclairée ! Enseignement précieux pour toute l'Amérique !

Que la France et les autres puissances de l'Europe qui prétendent entretenir avec l'Amérique du Sud des relations politiques ou commerciales, abandonnent enfin leur illusion : elles ne sauraient jamais y parvenir par la force des armes : les populations des rives de la Plata ont montré suffisamment et au-delà, qu'elles ne les craignent pas. Si ces puissances veulent être respectées dans ces nouveaux Etats de notre continent, qu'elles respectent elles-mêmes leur souveraineté, leur indépendance, et leurs lois. Qu'elles abandonnent cette odieuse prétention de nous dicter leurs propres lois, de s'ingérer dans nos affaires domestiques, et d'exploiter notre faiblesse pour le triomphe de la force brutale.

Les nations de l'Amérique, hospitalières par caractère, généreuses en raison de la fécondité de leur territoire, reçoivent l'étranger sans haine et sans dédain ; elles accueillent avec empressement ses arts, son industrie, son travail et la population qui leur manque pour exploiter les riches ressources de son territoire ; mais elles ne veulent pas des *maîtres*, elles ne veulent pas des contrôleurs intrus de son administration et de ses intérêts : Elles reçoivent des amis, non des maîtres, et détestent les instigateurs et les propagateurs de guerre civile.

Les peuples de l'Amérique préfèrent cet état de *barbarie* qui conserve et protège la société avec ses droits, à cette *civilisation* qui la trouble et la dissout. Ils se trouvent mieux en suivant les vieux principes du vrai christianisme, qu'en adoptant ces doctrines fatalistes d'esprits sans croyance : ils préfèrent enfin l'abnégation nationale qui fortifie l'autorité et la loi, à cette

inconstance fébrile qui fait de la France un pays impossible à gouverner.

Si les Français accueillis à Buenos-Ayres avec une sympathie vive et sincère ; si les Français protégés à l'égal des nationaux dans toute l'étendue de la Confédération Argentine, eussent conservé le rôle de neutres, dans le mouvement militaire qui a renversé le pouvoir et les institutions publiques dans cette République, en 1828 ; s'ils n'avaient pas pris les armes pour soutenir l'horrible attentat contre lequel la nation se leva en masse, les Français eussent continué sans interruption de jouir des bienfaits de l'hospitalité sans restriction, comme les autres étrangers qui se sont tenus à l'écart ; et il n'y aurait eu lieu à aucune contestation avec le gouvernement Français.

Si les Français à Montévidéo ne se fussent pas enrégimentés dix ans après pour soutenir une autre insurrection non moins criminelle contre l'autorité légale de cet Etat ; si les agents de la France n'eussent pas encouragé cette scandaleuse participation aux efforts des révoltés en fomentant la guerre civile, et ne l'eussent pas souillée par des actes barbares de déprédation, d'incendies, les Français à la Banda Oriental jouiraient de l'estime des nationaux de ce pays, et recueilleraient les fruits de leurs honnêtes entreprises, comme les étrangers qui se sont conservés dans le rôle de neutres.

Si les Français, en 1842, réunis dans cette même ville, lorsque la force légale eut le dessus sur les anarchistes, ne se fussent de nouveau soulevés en faveur du principe dissolvant représenté par l'autorité réfractaire de Montévidéo, la paix serait dès longtemps rétablie dans la Banda Oriental et ces mêmes Français en eussent recueilli d'importants avantages.

C'est cet esprit de turbulence et de mécontentement d'une grande partie de l'émigration française qui est l'*unique cause* des difficultés que ses représentants à Paris affectent de déplorer.

Une mauvaise étoile a conduit dans la Plata l'écume des révolutions de l'Europe. De fameux criminels poursuivis en France et ailleurs par la justice, des aventuriers de mauvaise

nature, qui ne pouvaient s'accommoder de la tranquillité publique, apôtres populaires de licence et de désordre, ont abordé par troupes ces fertiles contrées, et ennemis nés de tout ordre, ils ont fait de la guerre un commerce, annulant ainsi le travail intelligent du plus grand nombre des Français industriels et pacifiques dont les deux Républiques s'enviaient l'acquisition, et dont les suffrages ont toujours été d'accord avec le sentiment des nationaux pour maudire ce fléau.

Voilà ces vrais Français que M. Thiers sacrifie à une bande nomade d'agitateurs sans principes et sans patrie. S'il eût tenu compte des clameurs de ces seuls citoyens, dignes de la protection de la France, il eut rougi de se porter défenseur de ces *sans-culottes* qu'il s'efforce de proscrire en France; il eut rougi de vouloir se faire respecter de ceux qui, sans avoir offensé la France, se sont vus forcés, il y a vingt ans, à se mettre en état de défense continuelle contre ces agitateurs venus du dehors, dont la présence, en quelque lieu du monde que ce fût, serait une véritable calamité.

Apprenez à connaître M. Thiers, vous tous, Américains! Apprenez à connaître cet homme d'Etat français dont les funestes conseils ont précipité du trône l'infortuné monarque qui les a écoutés avec confiance: cet homme qui applaudit au carnage consommé à Rome, sur des gens qu'il exalte à Montévidéo: et n'oubliez jamais qu'il est plus glorieux pour une nation de disparaître de la surface du monde que de se laisser asservir par ceux qui, non contents d'avoir entraîné la France au bord d'un abyme, prétendent encore soumettre l'Amérique à leur malheureuse influence.

BUENOS AYRES.

LE MESSAGE DU GOUVERNEMENT.

DES RELATIONS EXTÉRIEURES.

Le Général Rosas, toujours exact dans l'accomplissement de ses devoirs, même de ceux qu'ils s'impose volontairement, a tracé, d'une main sure et fidèle, le tableau étonnant de ses travaux administratifs pendant l'année 1849. A la confiance sans bornes de ses concitoyens, l'élu du peuple, le patriote honorable, le chef illustre de l'Etat, dont il a rempli les annales de gloire, a répondu par l'exposition détaillée de ses actes, par l'exposition sincère de ses principes, et avec toute la franchise qu'inspire une conscience pure, et une conduite irréprochable.

Plus les affaires qu'il traite sont compliquées, plus il est étendu dans ses explications; plus les questions qu'il aborde sont embarrassantes, plus il est précis dans ses paroles: aucun obstacle ne l'arrête, aucune considération ne le détourne du chemin difficile qu'il suit, ni du noble but auquel il s'achemine. Remplir avec honneur sa mission, accomplir avec fidélité ses sermens, faire le sacrifice de son repos, de sa fortune et de sa vie à la patrie qui lui a confié ses destinées, tels sont les desirs, tels sont les vœux que forme la grande âme du Général Rosas au milieu des graves soucis qui l'accablent. Fatigué, mais non abattu, il résiste maintenant avec la même énergie qu'avant, aux ennemis de la Confédération Argentine, pour en compléter le triomphe et en assurer l'avenir.

Il a déjà réussi à rétablir, par des traités honorables, les rapports d'amitié avec la Grande Bretagne, qui avaient été interrompus, non pas par des motifs fondés, ni par une rivalité d'intérêt, ni par une incompatibilité de principes et de systèmes, mais par un acte séditieux tel que l'est l'intervention volontaire de quelques étrangers dans les dissensions intérieures de ces pays: et ce fut l'appui qu'ils trouvèrent dans les chefs des forces navales de l'Angleterre et de la France, qu'entraîna leurs gouvernemens à prendre part à la lutte. Des plaintes on passa aux protestations, des protestations à la résistance, et cette résistance à été héroïque. Grande pour son objet, sublime dans ses détails, heureuse dans ses résultats, elle restera comme un exemple mémorable de ce que peut le sentiment de l'indépendance chez un peuple généreux, et sous la direction d'un chef vaillant. L'Angleterre a fini par comprendre que les agressions du Comodore Purvis étaient injustes, que les rapports de M. Gore Ouseley étaient inexacts, et qu'il ne pouvait entrer dans l'esprit éclairé du Général Rosas de faire la guerre au commerce étranger, qui contribue aux progrès de la richesse nationale. Eh! comment le méconnaître si, sous les impressions encore vivantes des offenses reçues, le Gouvernement Argentin a fait des concessions qui ont causé la surprise de ceux même qui les avaient demandées?

Il suffit au Général Rosas de savoir que le Cabinet Anglais était disposé à traiter sur les bases Hood, pour révoquer d'avance toutes les mesures qu'il avait été obligé de prendre pour assurer ses droits. Il ordonna d'ouvrir les ports Argentins aux navires de guerre qui les avaient bloqués, et il suspendit l'ajournement à l'exequatur du nouveau Consul Anglais nommé pour résider à Buenos-Ayres, et qui fut reconnu et mis dans l'exercice complet de ces fonctions. Et comme désireux d'effacer tout souvenir de la mésintelligence passée, il accueillit la proposition de M. Southern, d'ouvrir une correspondance provisoire et confidentielle, pour traiter de quelques affaires qui auraient perdu de leur importance, s'ils avaient été différées.

Et il l'admit dans les termes indiqués, c'est-à-dire, comme une simple communication de convenance temporaire, et sans compromettre le principe que soutenait le Gouvernement Argentin, de ne reprendre la correspondance officielle qu'après avoir réglé les questions existantes.

M. Southern pût alors exposer au Gouvernement la nature des modifications proposées au Parlement Anglais sur les lois de navigation. Et à cette occasion, il exprima le désir de connaître la position, qu'occupaient, et qu'avaient conservée dans les ports Argentins, les navires marchands de l'Angleterre, dans la crainte peut-être qu'ils n'eussent perdu la place avantageuse que leur assignait le traité du 2 Février 1825, par suite des offenses graves et immeritées que la Confédération avait reçues d'une puissance à laquelle elle avait toujours montré de la générosité et de la bienveillance. Et grande dût être sa surprise, en apprenant que ces stipulations n'avaient souffert aucune atteinte, et que les sujets de S. M. B. avaient continué à jouir de plusieurs avantages non compris dans le traité, et que les lois de toutes les nations réservent exclusivement aux nationaux. Le Gouvernement n'eut pas non plus de difficulté de lui assurer, en réponse à une autre de ses demandes, que son intention n'était pas d'altérer cet état de choses, et que, si par quelque exigence suprême de l'Etat, ou par des motifs spéciaux il se verrait obligé de le modifier dans quelque-une de ses parties, il ne s'écarterait pas des principes sanctionnés par la loi des nations.

Ces déclarations étaient si flatteuses, qu'elles engagèrent Mr. Southern à demander, au nom de son Gouvernement, des concessions en faveur des navires à vapeur qui, sous les auspices de l'Amirauté Anglaise, devaient se charger de la correspondance entre l'Angleterre et Buénos-Ayres. Le Général Rosas, pénétré de l'importance de ce service, et toujours disposé à favoriser le développement des relations commerciales entre les deux pays, accorda plus qu'on ne lui avait demandé, et cet excès de générosité fut reconnu par des expressions de

haute estime et de vive reconnaissance par le Ministre de S. M. Britannique.

La libéralité du Général Rosas avait rétabli de fait les relations amicales entre la Confédération Argentine et la Grande Bretagne, lorsque M. Southern reçut les pouvoirs pour conclure et signer la convention de paix qu'il avait soumise à l'approbation de son Gouvernement. Basée sur les propositions confidentielles arrêtées avec M. Hood, et sans sortir des questions soulevées dans le cours de ces débats, on a reconnu les droits de souveraineté des deux Républiques de la Plata, et toute intervention étrangère dans les affaires intérieures de ces Etats a été déclarée sans objet.

Le mérite principal de ces transactions est sa simplicité. Epurées des parties hétérogènes que leur avaient ajoutés les premiers négociateurs, elles ont été réduites à leur plus simple expression, qui est aussi la plus juste. Car l'opposition à l'autorité du Président Oribe, et le refus de reconnaître le blocus, n'étaient pas des questions du gouvernement, mais des actes arbitraires du Commodore Purvis; et la continuation de l'armement étranger à Montévideo, une contravention aux ordres positifs donnés à l'Amiral Lainé par son Gouvernement: comme la capture de l'escadre, et l'invasion des rivières, une basse vengeance inspirée à MM. Ouseley et Deffaudis par le peu de cas que fit le Général Rosas de leurs menaces et de leurs *ultimatums*. Tous ces écarts furent réprouvés par leur Gouvernements respectifs, et quelques uns d'eux, non seulement dans la correspondance privée, mais à la tribune et par la presse. L'esprit de parti, toujours aveugle et inconsidéré, ne vit dans cette conduite des Cabinets qu'un manque d'énergie pour garantir les nationaux, pour protéger le commerce, et surtout pour profiter de la prostitution de ceux qui commandaient à Montévideo, qu'on aurait pu transformer facilement en une dépendance européenne. Cette pensée trouva accès chez quelques uns des nombreux admirateurs du système de conquête de Napoléon, parmi lesquels M. Thiers, et il n'a pas suffi

de l'ardeur avec laquelle les Orientaux et les Argentins ont combattu pour leur nationalité, ni des triomphes répétés qu'ils ont remportés, pour montrer à leurs détracteurs l'impossibilité de les asservir.

Ce qui n'a pu entrer dans l'esprit préoccupé et confus de ces démagogues, a éclairé les conseils de la Couronne de la Grande Bretagne, qui a reconnu que cette longue querelle du Rio de la Plata était un écart frappant des principes conservateurs qu'il professe, et une attaque injuste aux droits d'un peuple ami, et aux intérêts commerciaux de toutes les nations. Et nous sommes charmés de dire dans ce moment que le premier qui engagea le Gouvernement Anglais à sortir du chemin dans lequel l'avait engagé l'incapacité de M. Ouseley, fut l'honorable Lord Howden : c'est à lui qu'appartient la gloire d'avoir fait le premier pas qui devait conduire à la pacification, comme il était réservé à M. Southern de la sceller par un traité réciproquement honorable pour les deux nations, et qui a porté si haut la renommée et le nom du Général Rosas.

La France, qui s'associa à l'Angleterre dans la discorde, ne l'a pas accompagnée dans la réconciliation : et il n'y a pas à s'en étonner, réfléchissant à l'état inconsistant de l'opinion, et même de l'autorité publique, dans un pays si profondément agité. La question du Rio de la Plata a été toujours une arme d'opposition sous le règne de Louis Philippe, et elle n'a pas changé de caractère sous le Gouvernement de la République. Défigurée dès son origine, méconnue dans ses incidens, sans respect pour les lois des nations, violant intentionnellement les traités, et soutenant son infraction par un plan systématique de mensonges, elle est devenue un des travaux les plus difficiles de la diplomatie Française. Chacun de ses agens a suivi un chemin différent, et a eu une conduite contradictoire. Le consul Pichon arma et désarma ses compatriotes. L'Amiral Lainé les menaça de la perte de leur nationalité s'ils ne laissaient pas les armes, et les applaudit de la résolution qu'ils avaient prise de les garder. M. Deffaudis vint défendre

la cause de l'humanité: le Comte Walewski demanda l'ouverture des rivières; et M. Gros s'efforça de rompre l'alliance de deux Gouvernemens qui combattaient pour la même cause, et contre un ennemi commun. Ils invoquèrent tous des droits qu'ils n'avaient pas, pour attaquer ceux qu'ils auraient dû respecter.

La confusion à la tribune, et dans la presse n'était pas moindre en France. Les uns regardaient la population française de Montévideo comme une poignée d'aventuriers: les autres, comme la partie la plus pure de la nation, recommandable par ses vertus, et digne de la protection spéciale du Gouvernement, à cause des perils qui menaçaient leurs fortunes et leur vie. L'un des plus illustres orateurs de France traita dans le même discours de l'obligation de soutenir l'indépendance de Montévidéo, et de la convenance de convertir cette ville en une colonie française!!! Et ces désirs ont été exprimés dans l'une des dernières séances de l'Assemblée Nationale, ce qui prouve qu'on n'a pas perdu l'espoir de les réaliser.

Et sur quoi se fondent elles ces prétentions? Quel droit a la France, nous ne dirons pas de disposer du sort de deux Républiques Américaines, mais de se mêler aux affaires intérieures de deux états indépendans? Avec la Confédération Argentine elle n'a d'autres rapports que ceux qui sont communs à toutes les nations du globe. Protection à ses nationaux, à son commerce, à son industrie, conformément aux principes généraux et aux lois particulières du pays: les traiter comme on traite tous les autres étrangers; avec bienveillance, s'ils se conduisent bien, et avec rigueur s'ils se comportent mal. Voilà les devoirs de l'hospitalité auxquels la France a droit, et auxquels le Gouvernement Argentin n'a jamais manqué, même envers les sujets des puissances qui l'ont attaquée.

Les partisans de l'intervention ont prétendu la fonder sur l'article 4^o de la Convention Mackau, où il est dit:

“ Il est entendu que le Gouvernement de Buénos Ayres

“ continuera à considérer en état de parfaite et absolue indépen-
 “ dance la République Orientale de l’ Uruguay, de la manière
 “ qu’il l’a stipulé dans la Convention préliminaire de paix con-
 “ clue le 27 Août 1828 avec l’ Empire du Brésil; sans pré-
 “ judice de ses droits naturels, toutes les fois que le demande-
 “ ront la justice, l’honneur et la sûreté de la Confédération
 “ Argentine.”

Mais cet article a été si clairement expliqué par l’ Amiral Mackau que le signa, et par M. Guizot qui le ratifia au nom de son Gouvernement, que nous ne savons quel nom donner à cette opiniâtreté qu’on met à lui faire dire ce qu’il ne dit pas. Il faut une ignorance complète des conditions inséparables de toute souveraineté, et du caractère personnel du Général Rosas, pour croire que le Gouvernement Argentin se fut dessaisi du droit de faire la guerre à ceux qui l’attaquent, ou résigné à demander au Gouvernement Français la permission de répondre à une déclaration de guerre, ou de repousser l’agression d’un Etat voisin: car c’est ce qu’importe le droit que M. Daru attribue à la France, dans son dernier rapport à l’Assemblée Nationale, d’*examiner* le motif et l’objet de la guerre. Ce qui voudrait dire que, par le traité Mackau, comme l’explique le rapporteur de la Commission, le Gouvernement Argentin se serait humblement soumis au protectorat de la France—d’un pays qui ne lui a rendu aucun service, et dont les premiers rapports ont été hostiles? Rappelons les faits pour rendre plus palpable ce paralogisme.

En 1837 une escadre Française bloqua les ports Argentins, pour de prétendues offenses faites à ses nationaux. Cet acte de violence finit par un traité, où l’on parla incidemment de Montévidéo, pour le conserver dans l’état où il était avant le blocus, auquel il avait coopéré. Cette clause fut introduite dans le traité, non parce que l’indépendance de Montévidéo fut en péril, car personne ne la regardait comme menacée, mais pour donner à ceux qui l’avaient compromise, une preuve de l’interêt et de la gratitude de la France, pour les services qu’on

lui avait rendu. Ce fut donc un acte de condescendance pour l'Amiral Mackau qui le demandait. Qu'on juge après cela combien le Gouvernement Argentin fut loin de renoncer au droit de soutenir par les armes *la justice, l'honneur, et la sûreté de la Confédération Argentine.*

Or tous ces intérêts se trouvèrent menacés à la fois par des actes hostiles de D. Fructoso Rivera qui avait usurpé le pouvoir public dans Montévidéo. Non content de favoriser les attaques d'une puissance européenne contre une République voisine, il lui déclara la guerre au commencement de 1839, et il envahit, avec ses troupes, une des provinces Argentines, après avoir stipulé un traité d'alliance offensive et défensive avec une autre province, dans le but avoué de les séparer de l'association naturelle et politique à laquelle elles appartenaient. S'il y a un motif incontestable de guerre, c'est certainement celui qu'eût le Général Rosas pour répondre à une déclaration hostile, et pour s'opposer à une agression injuste. Et c'était le cas prévu dans l'article 4.^o de la Convention de 1840, parce qu'il s'agissait de soutenir les *droits naturels* de la Confédération, et de défendre *son honneur, sa dignité et sa justice.* Cependant de cet accomplissement rigoureux et inévitable de ce devoir, on a fait un grief au Gouvernement Argentin comme s'il avait dû regarder avec indifférence les assauts, les vols, les assassinats, les atrocités de tout genre, commis par une horde de brigands qui s'étaient introduits dans son territoire. Ceux qui attentèrent réellement à l'indépendance de l'Etat Oriental furent les chefs des forces navales anglaises et françaises, lorsqu'ils se déclarèrent contre l'autorité légale du Président Oribe, pour favoriser l'usurpation de Rivera : ceux qui engagèrent les étrangers à prendre les armes pour la soutenir : ceux qui excitèrent les rivalités et les haines locales pour frayer le chemin à leurs plans de conquête, et pour triompher de la résistance qu'ils rencontraient dans le patriotisme du parti national, sous la direction de leurs propres Gouvernements. Quel droit avait la France de plonger dans l'anarchie un pays

qui ne lui appartenait pas, et qui avait fait tant de sacrifices pour se soustraire à la domination étrangère? Nous avons déjà démontré que celui qui fut invoqué était apocryphe et absurde. M. Daru n'a pas pû le cacher, quoiqu'il ait fait pour l'exagérer. Au milieu de ses sophismes et de ses impostures il a été obligé d'avouer que "l'Etat Oriental était celui qui avait déclaré la guerre à la Confédération Argentine. Que le Général Rosas n'a jamais contesté l'indépendance de l'Etat Oriental: au contraire qu'il la confirme dans ses déclarations officielles. Que le parti qui résiste au Général Oribe, à Montevideo, se compose, d'exilés de Buénos-Ayres, qui couvent de longs ressentimens; et d'étrangers, Français, Espagnols, Italiens, qui ont pris les armes il y a quelques années, et qui se sont ainsi compromis. Que la conduite du Gouvernement Argentin vis-à-vis des étrangers est satisfaisante depuis la dernière rupture. Que le commerce jouit à Buénos-Ayres d'une protection et d'une sécurité qu'il n'avait pas encore connues. Et enfin, que la France n'a aucun intérêt à renverser le Général Rosas.*

M. Daru n'est pas le seul qui ait rendu justice au mérite éclatant du Général Rosas. Plusieurs autres voix se sont élevées pour le proclamer.

"Depuis 1845, dit M. Larrabure dans la même Assemblée, nous avons fait la guerre à Rosas sans griefs fondés, sans droits suffisans. Rosas a exécuté fidèlement le traité de 1840. Les indemnités liquidées au profit de quelques nationaux, ont été exactement payées. Rosas a-t-il insulté notre pavillon? A-t-il commis un attentat contre la France? Rien de semblable. Qui peut dire avec justice que Rosas ait provoqué notre intervention de 1845?"

Et en parlant d'une époque plus rapprochée, où les préven-

* Les passages que nous citons, sont copiés littéralement du rapport de M. Daru à l'Assemblée Nationale, tel qu'il a été publié dans le *Moniteur Universel*, journal officiel du Gouvernement Français.

tions contre la population étrangère de Montévideó auraient pu altérer ces dispositions bienveillantes, le Général La Hitte, avec l'autorité que donnait à ses paroles le caractère de Ministre des Affaires Etrangères, ajouta. "Nos nationaux ne sont plus à Montévideó. Ils sont à Corrientes, à l'Entre-Rios, à Buenos-Ayres, où le Dictateur, dont on parle avec si peu de sympathie, les a traités avec toute la sûreté dont ils avaient besoin."

Ces renseignemens étaient donnés par un témoin oculaire de la générosité du Gouvernement Argentin—par l'Amiral Le-Prédour, qui dans une note du 20 Février 1849, avant d'entrer en rapport avec le Général Rosas, écrivait: "Le nombre de nos compatriotes ici (à Buénos-Ayres) n'est pas moins de 10,000 en ce moment. Le Général Rosas les admet tous, même ceux qui ont servi avec le plus d'énergie dans la Légion Française de Montévideó. Il faut avouer qu'il a toujours respecté les personnes qui ne se sont pas mêlées aux affaires politiques, et qu'il a constamment protégé leurs propriétés, ce qui n'était jamais arrivé avant." Un autre chef de la marine française s'exprimait de la même manière, dans une lettre citée par M. Rouher, Ministre de la justice, celui qui a montré, dans les derniers débats de la tribune française, le plus de connaissances sur la question du Rio de la Plata. "Toujours est-il, écrivait cet officier au Ministre de la Marine, qu'à Buenos-Ayres les étrangers, *et les Français en particulier*, jouissent d'une protection et d'une liberté très-grande, mais à une condition, c'est qu'ils ne s'occuperont pas de politique. Si l'on avait toujours, et partout exigé cela de nos nationaux, nous n'en serions pas où nous en sommes dans ce pays."

D'après cela sous quel point de vue reste M. Thiers, quand avec l'audace qui l'accompagne dans toutes ses actions, il s'offre à prouver "que le sang Français a coulé, et crie vengeance: que depuis 1840 on a commis des excès abominables, qui ont fait frémir jusqu'aux honnêtes gens en Angleterre? (2.) Que

(2) Selon M. Thiers, les derniers qui frémissent en Angleterre ce sont les *honnêtes gens*.

dans le territoire Argentin, soumis au Général Rosas, les Français ont été égorgés et privés de fortunes considérables, qu'on ne leur a pas encore rendues?

Et c'est sur ces griefs hypothétiques, sur ces calomnies si souvent répétées, et si souvent démenties, que M. Thiers a fondé son opinion de rejeter les traités de M. Le-Prédour, et de recommencer la guerre! Ce qui a surtout enflammé son esprit guerrier c'est *le triomphe de l'opium* qu'a obtenu l'Angleterre en Chine, et les conquêtes que les Etats-Unis ont faites dans le Mexique. Il compte aussi sur la possibilité de coloniser Montévidéo, ce qui, selon lui, ne rencontrerait aucune opposition de la part des autres nations: et comme une preuve de la facilité de triompher des troupes Argentines, il cita le combat d'Obligado, où 800 Français, *l'arme au bras* délongèrent l'ennemi de ses positions. Et il s'exprima ainsi devant M. Lainé, qui commandait alors la station navale française dans le Rio de la Plata, et qui ne releva pas l'outrage qu'on faisait à ses compagnons d'armes, à qui il laissa enlever la gloire d'avoir exposé et sacrifié leur vie pour soutenir l'honneur de la France!

Mais comment l'aurait-il démenti, si ce que disait l'orateur entraînait dans son propre système, d'entraîner l'Assemblée à décréter une expédition contre Buénos-Ayres? Il fallait faire passer pour lâches les Argentins, pour qu'on crut, ce que lui-même ne croit pas, "*qu'un petit nombre de soldats français suffirait pour rétablir la paix dans le Rio de la Plata.*"

Tous les partisans de l'expédition ne sont pas d'accord sur le nombre, quoiqu'ils soient très-modérés dans leurs demandes. Il ne fallait que 4 à 5,000 hommes au Baron Deffaudis *pour en finir*, ou comme nous dirions "*para rematar el negocio.*" M. Gros alla jusqu'à 6,000. M. Larochejaquelin se contenterait de 2,500, et M. Daru, de deux bataillons seulement. A ce qu'on voit, c'est le membre rapporteur de l'Assemblée celui qui compte le plus sur la *lâcheté* des troupes Argentines! Et même, on pourrait se passer des deux bataillons, en faisant ce que propose ce *vertueux Américain* de Pacheco Obes, qui consiste à

recruter des *hommes inoccupés* de la France, et à ouvrir, comme dit M. Daru qui le protège, un débouché pour ce grand nombre d'hommes jeunes et actifs qui cherchent un théâtre où ils puissent déployer leurs facultés, et arriver à la fortune."

Le sens de ces paroles fut expliqué, dans la même Assemblée, par M. Larrabure, qui dit : Les *hommes inoccupés* dont on parle, ce serait le rebut de nos populations; probablement des aventuriers. Gardons nous de faire à l'Etat Oriental un présent si dangereux. Si vous exécutiez ce projet, vous souleveriez contre vous l'indignation de tous ces pays. Pourrions nous joindre le drapeau de la France au drapeau de tels hommes? Quant à moi, je sens la rougeur me monter au front à cette pensée."

Si cela ne suffisait pas, il resterait un autre moyen qui conduirait inmanquablement la France à la conquête du Rio de la Plata. N'ôtions pas à son auteur le mérite de l'exposer.

" Nous allons (dit M. Collas) dans un pays ami où nous avons une ville fortifiée. Si Oribe abandonne le Cerrito, son armée l'abandonne immédiatement; et s'il accepte le combat, son armée sera battue. Cette armée détruite, la campagne de Montévidéo sera libre. L'intervention de la France excitera (croyez-le) une agitation très vive dans les Provinces de la Plata. Le Brésil joindra ses efforts aux nôtres, et le pouvoir de Rosas s'ébranlera jusque dans Buénos-Ayres même. Et lors même que ce résultat ne serait pas obtenu par la voie des armes, on l'atteindrait par un autre moyen infallible. L'émigration, aujourd'hui suspendue, reprendrait son libre cours. Favorisée, encouragée par le Gouvernement Français, elle aura bientôt jeté de l'autre côté de l'Atlantique une population capable, non seulement de résister à Rosas, mais même de refouler bien loin ses gauchos enrégimentés dans les Pampas de Buénos-Ayres.

Ce qui, dans le langage du jour, se dit *guerre pacifique*, à une époque moins civilisée on l'aurait appelé *trahison* et *perfidie*; et c'est pourtant ce que conseillent les défenseurs de

l'honneur et de la dignité de la France! Nous recommandons à tous les Gouvernemens Américains, et particulièrement à ceux du Rio de la Plata, ces ressources de la diplomatie moderne, qui doit avoir beaucoup changé d'allures dans ces derniers temps, à ce qu'on voit dans un fameux dialogue entre M. Favre et M. Thiers. Le voici tel qu'il a été publié dans le *Moniteur Universel*.

M. Favre. Un débarquement à Montévidéo, le dégagement de la ville, l'expulsion du territoire de l'Uruguay des troupes d'Oribe, serait un mode d'action très-convenable.

M. Thiers. C'est le moyen de se faire respecter.

Une Voix. Mais c'est la guerre!

M. Favre. Non: Ce n'est pas la guerre. Ce serait faire atteindre son but à la France, sans effusion de sang. et sans déclaration de guerre, *et la laissant dans les traditions de sa politique passée.*

Ainsi, envoyer des troupes dans le Rio de la Plata; les débarquer à Montévidéo; attaquer le Président Oribe; l'expulser de son territoire...; rien de tout cela ne constitue l'état de guerre! Nous avouons que c'est de l'hébreu pour nous, et il en sera de même pour tous ceux qui sont restés comme nous, dans leurs *traditions passées*, qui sont celles de l'honneur, de la loyauté et de la bonne foi.

“ La France doit être respectée, continue M. Thiers, et surtout dans l'Amérique du Sud, qui est un point de la plus grande importance pour nous.” Et qui songe à insulter à la France? Quel est l'acte du Gouvernement Argentin qui prouve cette tendance? Où sont ces Français égorgés, et privés de leurs propriétés dans le territoire de la Confédération Argentine? S'il y en avait, ils devaient se trouver dans ces fameuses *Tables de sang*, forgées exprès pour soulever l'opinion de l'Europe contre le Général Rosas. Eh bien, qu'on les parcoure d'un bout à l'autre, et l'on verra combien cette assertion de M. Thiers est calomnieuse.

Bacle était Suisse, du canton de Genève. Son exercice de

lithographe lui donnait en outre la qualité d'Argentin, car les lois du pays ne permettent à aucun étranger d'avoir des lithographies et des imprimeries; et Bacle n'était pas seulement lithographe, mais lithographe de l'Etat. Personne que lui ne contribua à son malheur. Son crime était évident: cependant il mourut chez lui, et peut-être avec le remords d'avoir répondu par la plus noire ingratitude à la généreuse protection que lui avait accordée le Général Rosas.

Varangot était espagnol, né à San Sébastian, où résidait sa famille. Le jour où il disparut dans un moment d'effervescence populaire, le Général Rosas était très loin de la ville: l'annonce de cet attentat lui fit sentir la nécessité d'employer des moyens de rigueur, et par un seul décret,* qui punissait de la peine de mort le vol, et *les blessures les plus légères*, il arrêta le désordre, et garrantit la vie et les propriétés des nationaux et des étrangers. Quelque actives qu'eussent été les recherches de la Police, il fut impossible de découvrir les auteurs de ce crime. Ce qui est certain c'est qu'il n'avait aucun rapport avec la question politique du pays, ni avec les principes du Gouvernement. Peut-être quelque ennemi personnel, de ceux qui ne manquent jamais, même aux hommes les plus tranquilles, se couvrit des ombres de la nuit, pour commettre cet attentat.

Il reste le dernier de ceux qui portent faussement le titre de Français dans les *Ephémérides*,† et qui était notoirement Sarde. Son nom était Tiola, son état horloger, et son crime conspirateur. Il fut surpris en subornant un chef d'armée auquel il offrait de l'argent pour rassembler du monde, et faire une révolution, du temps du premier blocus français. Cette imprudence lui coûta la vie, comme elle la lui aurait coûté dans tout autre pays, et sous le Gouvernement le plus élément.

³ Du 31 Octobre 1840.

⁴ C'est le titre qu'on a donné à ces infâmes *Tables de Sang*, qui ont été réimprimées à Montévidéo l'année dernière.

Le seul vrai Français qui ait été puni sous la longue administration du Général Rosas, comme émissaire des révolutionnaires de Montévidéo, ce fut le nommé Jean Paul Dubué. Il s'était offert aux Agens français à Montévidéo de se rendre personnellement dans la province de Mendoza, où il avait passé quelques années, pour tramer une insurrection contre le Général Rosas: et dans ce but il conféra avec les unitaires de Cordoba, et avec Cullen, proscrit de la province de Santa-Fé, où il avait exercé les fonctions de secrétaire de feu le Gouverneur, et Général D. Estanislao Lopez. Surpris et convaincu de son crime, il fut exécuté par ordre du Gouvernement. Voilà les seuls qui portent le titre de Français dans cette pitoyable et infâme production, où figurent comme victimes du Général Rosas, ses amis les plus intimes, les hommes les plus dévoués à ses opinions et à son système,⁵ et quelque incroyable que cela paraisse, jusqu'à sa chérie et vertueuse épouse, Doña Encarnacion Ezcurra.⁶

Mais M. Thiers, ce fervent champion du système conservateur, cet ennemi acharné des doctrines subversives, professe le principe très-singulier pour un ancien chef de cabinet, de ne pas croire à ce que disent les Agens du Gouvernement, et d'opposer aux rapports officiels d'un Amiral, les commérages intéressés des émissaires d'un parti anti-national et anarchique. Cette offense est si insensée qu'elle nous dispenserait presque de répondre à ce qu'il a dit contre le Général Rosas: car en effet, comment prétendre qu'il respecte le chef d'un autre Etat, lorsqu'il insulte, en présence des Ministres et des Représentans de son propre pays, un ancien et honorable officier de la marine française? Et le plus singulier c'est que M. Thiers après avoir accusé les Agens, les Consuls et Chefs des forces navales de la

⁵ D. Agustin Garrigos, chargé du Ministère du Gouvernement; le Général Aleman, chef du Département de la Police; le Général Vidal, membre de la H. Salle des Représentans.

⁶ Page 82.

France, de *controuver les faits, et de ne pas faire connaître la vérité à leur Gouvernement*, ajoute qu'il n'a pas eu l'intention de les offenser; comme si ce n'était pas une offense, et une offense très-grave, que de les croire capables de mentir dans l'accomplissement de leurs devoirs.

S'il est faux que le Général Rosas ait persecuté la population étrangère, il est ridicule et absurde de supposer qu'il ait l'idée de gêner le commerce de la France. Il n'y a aucun fait qui justifie cette accusation. Le commerce français, de même que celui de toutes les nations, a toujours trouvé la protection la plus décidée dans le Gouvernement Argentin: les ports de la Confédération sont restés toujours ouverts à tous les drapeaux, sans faire aucune différence entre les interveneurs et les neutres; et loin de mettre des entraves à ceux qui nous attaquaient, on a eu la générosité de modifier nos réglemens de douane, et de permettre indistinctement le dépôt des marchandises, avec un rabais considérable des droits d'importation, pendant le blocus. Il serait impossible de citer une seule mesure de rigueur contre le commerce d'aucun état en particulier, et on ne pourrait pas en prendre à l'avenir, sans les généraliser: à moins que ce ne fût pour des actes hostiles de quelqu'une d'elles, qui mettraient le Gouvernement Argentin dans le cas de faire ce que tous les Gouvernemens font quand on les attaque.

Il est étrange que M. Thiers, qui se jacte d'avoir pâli *sur les états du commerce et sur ceux de douane*, ignore ce que tout le monde sait, que les transactions mercantiles de la France avec Buénos-Ayres se sont accrues d'une manière prodigieuse depuis que le Général Rosas est à la tête des affaires. Pour contribuer aux études statistiques de M. Thiers, nous lui présenterons le tableau comparatif du mouvement du port de Buénos-Ayres en 1824, qui fut l'époque la plus prospère de l'administration si vantée des Unitaires, et celui de l'année dernière, 1849, quand le pays se ressentait encore des maux immenses que l'intervention lui a causés.

PORT DE BUÉNOS AYRES.

ENTRÉES DE L'ANNÉE 1834.

<i>Mois.</i>	<i>Navires.</i>	<i>Tonneaux.</i>
Janvier	30	5,300
Février	32	5,312
Mars	31	5,154
Avril	18	3,128
Mai	28	5,833
Juin	38	6,393
Juillet.	22	4,592
Août	26	5,096
Septembre	35	7,100
Octobre	28	4,781
Novembre	41	7,623
Décembre.	40	7,559
	<hr/> 369	<hr/> 67,871

ENTRÉES DE L'ANNÉE 1849.

<i>Mois.</i>	<i>Navires.</i>	<i>Tonneaux.</i>
Janvier	120	25,283
Février	84	18,122
Mars	56	11,419
Avril	18	3,331
Mai	48	10,178
Juin	61	12,312
Juillet	49	9,643
Août	54	10,276
Septembre	76	16,674
Octobre	78	15,654
Novembre	76	10,850
Décembre	81	18,974
	<hr/> 801	<hr/> 162,716

En 1849—801 navires, avec	162,716 tonneaux
En 1824—369 navires, avec	67,871 tonneaux
<hr/>	<hr/>
Difference 432	94,845 tonneaux

Et à cet immense mouvement du commerce extérieur, il faut ajouter celui du cabotage, qui dans la même année de 1849, a été le suivant—

<i>Mois.</i>	<i>Navires.</i>	<i>Tonneaux.</i>
Janvier	307	7,130
Février	271	5,755
Mars	276	5,810
Avril	237	5,827
Mai	287	6,671
Juin	294	7,052
Juillet	330	8,952
Août	289	8,272
Septembre	251	5,755
Octobre	246	8,267
Novembre	304	8,160
Decembre	259	8,469
	<hr/>	<hr/>
	3,351	86,120
	<hr/>	<hr/>

Et ce cabotage, par la générosité du Général Rosas, est presque exclusivement entre les mains des étrangers, qui seraient les premiers à souffrir de toute atteinte à la tranquillité du pays, si le Gouvernement Français avait l'imprudenc de suivre les conseils de ceux qui le poussent à la guerre.

Avec la même inexactitude avec laquelle M. Thiers a parlé des rapports actuels de la France dans le Rio de la Plata, M. Daru s'est exprimé sur ceux qui existaient au temps du Gouvernement Espagnol. Il est complètement faux que le traité de 1761 ouvrit les ports de l'Amérique au commerce Français. Dans aucun de ses articles il n'est question de cette concession,

et l'article 2^o. du traité de Madrid, du 2 Février 1768, explicatif de celui de Choiseul, ou *pacte de famille*, marque si clairement les bornes du commerce respectif de l'Espagne et de la France, qu'il serait impossible de s'y méprendre.

Art. 2. " Il a été convenu que tous les privilèges que l'une des deux Couronnes accorderait *dans ses domaines d'Europe*, îles adjacentes, et Canaries, en faveur de la navigation et du commerce de ses propres sujets, seront aussitôt communs aux deux nations, de manière qu'elles jouiront, sans aucune différence, des diminutions des droits qu'il y a, ou qu'il y aura à l'avenir, *tant en France qu'en Espagne.*"

Et cette exclusion du commerce Européen des anciennes colonies Espagnoles, était si sévère que la Cour de Madrid, peu d'années après la conclusion du traité de 1761, s'opposa formellement à l'établissement d'une compagnie de Saint Malô aux Malouines, et paya une forte somme d'argent à M. Bougainville, qui la représentait, pour mettre hors de tout contact avec une population étrangère, jusqu'aux côtes désertes de Patagonie.

Dans tout le temps du régime colonial, il n'y eut à Buénos-Ayres d'autres Français que deux militaires, un menuisier, un phlébotomiste, et un perruquier, qui fut fouetté publiquement dans les rues comme voleur. Il y eut aussi deux individus de la même nation, qui s'occupaient de commerce, et qui administraient les intérêts de personnes établies et nationalisées en Espagne. Comme Français, ils n'auraient pas pu en faire autant: si rigoureuses et inexorables étaient les lois des Indes sur les étrangers.

Le traité de 1795 avec la République Française n'altéra pas cet état des choses; ni M. Chassenai, émissaire de Napoléon, envoyé au Vice-roi Liniers avec des instructions du Ministre M. Champagny, ne put rien obtenir dans la dernière période de la domination péninsulaire. Le territoire et les ports Argentins restèrent fermés à la population et au commerce étranger, jusqu'à l'installation de la première Junte de Gouver-

nement, le jour glorieux du 25 Mai 1810. A ce bienfait le Gouvernement Français répondit ensuite par ses intrigues, pour relever des trônes en Amérique! Malgré cela on respecta son commerce, comme il l'a été, malgré ses deux blocus, l'armement de ses nationaux, et la conduite de ses agens comme Deffaudis, de ses Amiraux comme Lainé, de ses députés comme Thiers. La vengeance que le Gouvernement Argentin tirera de toutes ces offenses, sera de prouver leur injustice, et de faire retomber la responsabilité des maux causés au pays, sur ceux qui l'on hostile: et il n'y en a pas de plus noble ni de plus digne du Génie qui préside aux destinées de la Confédération Argentinienne.

Ceux qui plaident pour les mesures extrêmes, soutiennent aussi que ce serait compromettre la dignité de la France que de déclarer terminée son intervention dans le Rio de la Plata. *Abandonnez Montévidéo*, dit M. Daru, dans sa réplique au Général La Hitte, *et le prestige qui s'attache à votre nom se dissipera en même temps*. Il eut été plus vrai de dire: "Retirez vous d'une lutte qui ne vous regarde pas; respectez les droits de ceux qui n'ont rien fait pour les perdre; gardez la foi des traités, et vous recouvrirez votre influence, et vous agirez comme une grande nation doit le faire — avec honneur, avec justice, sans manquer à aucun de vos engagements, et sans troubler la paix d'un peuple hospitalier."

Les idées de M. Daru sur les dispositions et le caractère des Américains, sont si fausses, qu'il n'a pas eu difficulté de dire "que le moment où la France a eu la plus grande influence dans toute l'Amérique du Sud, fut *le lendemain de la prise de Saint Jean d'Ulloa*:" lorsque ce fut précisément ce qui la lui fit perdre entièrement. M. Daru veut-il savoir ce qui a enlevé à la France les sympathies des Américains? Le fameux manifeste de M. Deffaudis contre le Mexique: le ton insolent qu'il prit dans sa mission au Rio de la Plata, et tous les autres épisodes de cette mésintelligence aussi longue qu'opiniâtre. Et comment croire que ces impressions puissent s'effacer, persistant dans le même système, redoublant les offenses, augmen-

tant les pertes, et élargissant la blessure au lieu de songer à la cicatriser?

Il n'y a pas un seul trait du tableau qu'il fait des partis politiques qui ont figuré dans ce pays, qui soit vrai. La seule chose qui le soit, c'est que la population est divisée en deux parties: l'une anarchique, et si bornée, qu'elle ne mérite pas même le nombre de parti; et l'autre qui se compose de la grande majorité, sur laquelle s'appuie le Gouvernement, professe des principes d'ordre, et est toujours prête à faire toute sorte de sacrifices pour défendre l'indépendance et l'honneur national. *Les sauvages Unitaires*, qui mériteraient d'être stigmatisés par un nom plus fort que celui-là, sont de l'école de Prudhon et de Barbés, et la seule chose à laquelle ils aspirent c'est d'arriver au pouvoir, de quelque manière ce soit, pour assouvir leur soif d'argent et de sang! C'est en quoi ils font consister leur patriotisme. C'est la faction qui a bouleversé et démoralisé le pays; qui l'a ruiné et ensanglanté. Ses exploits sont l'insurrection du 1^{er} Décembre, 1828; la mort barbare du Gouverneur Dorrego; l'assassinat perfide du Général Quiroga, et de tant d'autres chefs, officiers et citoyens, qui n'avaient d'autre tort que celui de s'opposer à leurs fureurs. Les guerres intérieures et extérieures de la République, l'impossibilité de l'organiser, l'irreligion, l'immoralité, les trahisons, les vols, les massacres, les crimes de toute espèce, et enfin, le plus grand de tous, celui d'appeler l'étranger pour nous asservir, voilà ses gloires et ses mérites. Tandis que le parti fédéral, qui, comme nous l'avons dit, se compose de la grande majorité de la nation, est resté toujours à côté des autorités légitimes, s'est toujours opposé aux tumultes, a toujours combattu pour la liberté et l'indépendance de la Patrie: ce qui ne le rend certainement pas digne du titre que lui donne M. Daru, de *parti de la barbarie*.

Si M. Lasteyrie avait mieux étudié notre histoire, il se serait bien gardé de dire que, *s'il était né dans ce pays, il aurait probablement été ce que Rosas appelle sauvage unitaire*. Nous

avons une trop bonne opinion de M. Lasteyrie pour le croire capable d'abjurer les nobles principes qu'il professe, et dont il a donné un si beau témoignage dans les derniers débats de l'Assemblée Nationale. Non : il ne voudrait pas se confondre avec les rénégats, ni fraterniser avec les traîtres. Un homme d'honneur ne se dégrade pas à ce point.

Une autre erreur fort remarquable de M. Daru est de croire que nos gens de la campagne *repoussent la civilisation*, parce qu'elle choque leurs préjugés, et leurs mœurs. C'est un noble préjugé que celui d'aimer sa patrie; et M. Daru leur a rendu cette justice, lorsque, par une contradiction inexplicable, il ajoute, qu'ils sont fiers, jaloux de leur indépendance, et qu'ils voient dans la civilisation (celle que leur offraient Purvis, Defaudis et Lainé) *une sorte d'importation étrangère, dont leur sentiment de nationalité s'alarme*. C'est le parti qui s'honore de voir marcher à sa tête l'illustre Général Rosas, qui, comme dit très bien M. Daru, *appartient à son parti, plus qu'il ne le domine*.

Notre tâche serait trop pénible, si nous voulions relever toutes les erreurs qui ont été débitées dans les derniers débats de l'Assemblée Nationale de France sur les affaires du Rio de la Plata. Les plus avancés savaient que Montévidéo est sur la droite, et Buenos-Ayres sur la gauche de ce grand fleuve. Un élève de géographie aurait dit, avec plus d'exactitude, et comme disent les géographes : *Buenos-Ayres est sur la droite, et Montévidéo sur la gauche du Rio de la Plata*; car les bords des rivières se marquent par la position qu'ils occupent relativement à ceux qui les descendent, et non pas à ceux qui les remontent.

Celui qui a commis le plus de fautes c'est M. Thiers, et il est facile de l'expliquer : parce que c'est celui qui a le plus parlé sur une question qu'il a comprise le moins. Et cependant il l'avait très-bien posée dans l'exorde de son discours.

“ Il y a à Montévidéo, dit l'historien du Consulat et de l'Empire, quelques Français armés, malgré leur Gouvernement

se mêlant d'une querelle qui ne les regarde pas. Ils sont malheureux ; à ce titre ils sont intéressans : mais pour quelques Français malheureux, intéressans, qui se sont compromis sans mission dans une querelle lointaine, la France n'a pas de motifs suffisants pour engager ses forces, et surtout pour tenter une entreprise pour laquelle on emploie le plus grand mot de la politique—*la guerre*.

“ La guerre, dans l'état de la France, dans l'état du monde, pour quelques imprudens, intéressans peut-être, ce n'est pas la peine. Il faut négocier : l'honneur de la France veut qu'elle obtienne un traité qui n'ait rien d'humiliant, rien d'obscur. Il faut se confier au Gouvernement, et le laisser tirer de cette situation gâtée, fâcheuse, ce qu'il en pourra tirer, et n'y pas attacher trop d'importance.....

“ Des complications possibles en Europe ; un commerce qui n'est plus, qui est déplacé au moins ; quelques imprudens, intéressans peut-être, mais qui ne valent pas la guerre ; et enfin la guerre, une entreprise des plus difficiles, qui pourrait ressembler à l'entreprise de la France sur l'Algérie : on nous a dit tout cela, c'est même M. le Ministre des Affaires Etrangères qui nous l'a dit.”

Qui se serait douté qu'après ce préambule M. Thiers arriverait, à force de sophismes et de divagations, à prouver que ce qu'avait de mieux à faire le Gouvernement Français c'était de rallumer la guerre dans le Rio de la Plata ! Bien peu de fois on a vu une aberration plus choquante dans une question qui a été mise à la portée de tout le monde par tant de travaux de la tribune et de la presse. Ce qui étonne le plus c'est la présomption de M. Thiers de discuter en ton magistral ce qu'il ignore complètement. *Je vous prouverai ce que je dis : je défie qu'on me démente : j'ai une grande connaissance des faits !*

Et ce n'est pas seulement la question politique qu'il ignore, mais notre histoire, toute notre topographie, et le caractère particulier de nos institutions et de nos mœurs. Si son discours a rencontré des admirateurs en France, peut-être il n'y a personne qui l'ait lu sans éclater de rire en Amérique. “ Ces

fameuses *pampas*, (*fameux* dit M. Thiers) qui commencent autour de Buénos-Ayres : ce terrain stérile ; ce manque de sécurité dans nos campagnes ; “ cette *nostalgie* des émigrés Européens, qui ne songent qu’à retourner à Montévidéo, quoiqu’ils se trouvent mieux à Buénos-Ayres ” : tout cela serait fort amusant dans un roman, mais c’est déplacé dans un débat parlementaire.

Ce que M. Thiers n’a pu méconnaître, ni nier c’est le caractère éminent du Général Rosas, son profond savoir, son tact politique, sa grande popularité et son prestige. Mais il est curieux de lui entendre expliquer l’origine de ce pouvoir et de cette influence.

“ Comme homme politique (ainsi s’exprima-t-il dans la séance du 5 Février), Rosas est un homme d’une grande habilité, qui a sù par son adresse s’emparer de tous les points importans pour y établir des péages. Voilà comment il a fondé son pouvoir. On vous parle toujours *sans connaître les faits* : on vous parle de la puissance de Rosas, et on vous dit, il va s’enfuir dans les Pampas avec sa cavalerie, et vous aurez affaire avec lui comme avec les Arabes, vous ne pourrez pas l’atteindre. Messieurs, il n’y a qu’un malheur dans cette assertion : c’est que vous niez peut-être la plus belle opération de Rosas.

“ Rosas a eu l’habilité de mettre à pied une partie de sa cavalerie, et s’est formé ainsi une infanterie. Assurément ce n’est pas une infanterie comme l’infanterie européenne, car dans le combat d’Obligado, 800 Français ont débusqué 5,000 hommes qui étaient dans une position très-forte, sans tirer de coups de fusil. Mais enfin, Rosas s’est formé une infanterie, mauvaise par rapport à l’Europe, mais excellente vis-à-vis des Américains. Elle l’a aidé à augmenter sa puissance, à dominer et à se rendre maître du pays. Eh bien, savez-vous avec quel argent il la paye cette infanterie ? Il la paye avec les péages des fleuves ! ”

Tot capita, tot sententiæ, disaient les anciens ; autant de mots, autant de bêtises, on pourrait dire de cette partie du discours

de M. Thiers. Le Général Rosas, non seulement n'a, et ne perçoit de droits de péages, mais dans ses deux derniers Messages il excite le zèle et le patriotisme des Gouvernements des Provinces intérieures de la Confédération, pour les engager à diminuer les droits de transit, et à rendre moins onéreux, dans leur propre intérêt, les frais de transport. Et quant aux réformes dans l'organisation de l'armée, que M. Thiers lui attribue, au lieu de mettre à pied la cavalerie, il a fait monter à cheval les fantassins, pour rendre leurs mouvemens plus rapides dans cet immense pays, qu'il serait impossible de parcourir autrement. L'un des plus grands soins du Général Rosas a toujours été celui des *invernadas*, des grands dépôts de chevaux destinés à la remonte de l'armée; et dans ce moment il a à sa disposition plus de cent mille chevaux, repartis sur divers points de la Province, et qu'il peut rassembler en moins de huit jours.

Mais ce n'est pas encore le principal élément de sa puissance. Ce qui l'a créée, et ce qui la conserve, c'est son génie, son abnégation, son patriotisme; toutes les vertus qui le distinguent, et dont il a donné des preuves si éclatantes et si incontestables, dans sa vie privée, et dans sa vie publique, sans jamais se démentir. Voilà le fondement et le secret de son pouvoir.

Nous regrettons que l'étendue de cet article ne nous permette pas de répondre maintenant à une phrase de M. Daru, qui suffit à elle seule à expliquer les erreurs très graves dans lesquelles il est tombé en parlant du traité de l'Amiral Le-Prédour. *Le traité*, dit-il dans sa réponse au Ministre des Affaires Etrangères, *est d'un bout à l'autre en contradiction avec nos précédens, avec nos actes, avec toute notre politique passée.*

C'est de quoi nous nous occuperons dans notre prochain article. (*Archivo Americano*, 1^{er} Mai, 1850. No. 18).